

## Vers une taxe de solidarité Nord-Sud sur Internet

**A quelques mois de la seconde phase du Sommet mondial sur la société de l'information, qui se déroulera à Tunis en novembre prochain, comunica-ch ne soutient pas seulement la société civile tunisienne indépendante et ses revendications en matière de droits de l'homme et de liberté d'expression. Elle s'engage en Suisse pour un projet de solidarité Nord-Sud et la sauvegarde d'un vrai domaine public.**

Un prélèvement sur les noms de domaine en .ch afin de financer la société de l'information, en Suisse et au Sud ? L'idée, séduisante, a été retenue par l'assemblée générale de comunica-ch, la plate-forme suisse pour la société de l'information dont est membre la Communauté de travail des œuvres d'entraide.

Comunica-ch va donc, au cours des prochains mois, rencontrer les principaux acteurs concernés : l'Office fédéral de la communication (OFCOM), la Direction du développement et de la coopération (DDC) et la fondation Switch (actuellement en charge de la gestion des noms de domaine en Suisse). L'objectif de cette prise de température est double : établir la transparence sur les bénéfices réalisés en Suisse grâce à l'extension .ch, étudier la faisabilité d'une taxe de 1 à 5 francs sur

chaque nom de domaine vendu.

Le maintien d'un accès libre à l'information, spécialement sur Internet, est l'autre cheval de bataille de comunica-ch. Les archives de journaux payantes se généralisent, les diffuseurs de radio-télévision assumant une fonction de service public subissent de violentes attaques. De quoi craindre, à terme, une érosion de l'accès du grand public à l'information et au savoir.

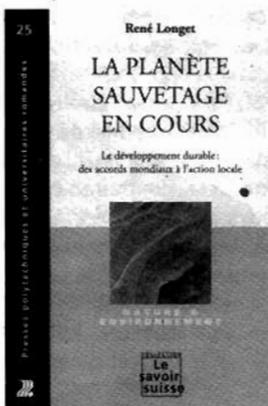
Comunica-ch va tenter de mobiliser médias électroniques, bibliothèques et universités pour sauvegarder un véritable domaine public, garantissant le libre accès du grand public aux informations, biens culturels et institutions créés avec l'argent du contribuable.

Joëlle Carron

### L'Onu, une porte vers le paradis ?

Le Centre Europe Tiers-Monde donne la parole non pas aux hommes du sérail, mais aux militants qui gravitent autour des Nations Unies. Ils brosent un tableau sans complaisance des faiblesses de l'organisation, tout en reconnaissant sa nécessité. Dag Hammarskjöld, secrétaire général de 1951 à 1953, le disait déjà : « Les Nations Unies n'ont pas été inventées pour conduire l'humanité au paradis, mais pour la sauver de l'enfer. » Leur disparition signifierait une victoire de la barbarie.

ONU : droits pour tous ou loi du plus fort ? Regards militants sur les Nations Unies, Centre Europe-Tiers Monde (CETIM), Genève, 2004, 426 p.



### Au secours de la planète

Cette excellente synthèse sur le développement durable fait en peu de mots l'historique du concept et l'évaluation des efforts accomplis jusqu'ici, au niveau international et local. L'esprit de la démarche, les enjeux, les méthodes sont autant de points que l'auteur aborde de manière claire et complète, donnant en quelque 120 pages une brillante introduction à ce concept si souvent utilisé à tort et à travers.

René Longet, *La planète, sauvetage en cours. Le développement durable : des accords mondiaux à l'action locale*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2005, 128 p.

### Convention sur l'eau

La proposition d'une convention internationale sur l'eau, qui avait été lancée par la Communauté de travail des œuvres d'entraide, rencontre un soutien toujours plus grand auprès d'un nombre croissant d'organisations de la société civile au Nord et au Sud. Ses adeptes se sont coalisés sous le nom de *Friends of the Right to Water*. En font partie les principaux activistes qui, en Uruguay, au Ghana ou encore aux Philippines, ont remporté des victoires contre la privatisation et les agissements des multinationales. Un projet de texte de convention est en préparation, qui devrait être prêt pour le 4<sup>ème</sup> Forum mondial de l'eau de Mexico, au printemps 2006.

### Justice fiscale aux USA

Créé notamment par la Communauté de travail des œuvres d'entraide, le réseau international pour la justice fiscale (*Tax Justice Network*) a opéré une percée aux Etats-Unis. De nombreux membres du Congrès ont débattu publiquement avec des ONG du problème de l'évasion fiscale internationale et des moyens de la combattre. Les médias se sont largement faits l'écho de cette manifestation, laquelle a également été la cible d'attaques violentes des milieux néoconservateurs. Voir [www.taxjustice.net](http://www.taxjustice.net)

### Sursis pour la GRE

Le Conseil des Etats veut que les aspects de politique de développement soient pris en compte dans l'octroi de garanties contre les risques à l'exportation (GRE). Cela signifie que les capacités d'expertise requises doivent être présentes au sein du conseil d'administration. La chambre des cantons a donc corrigé la décision de la chambre du peuple qui, en mars dernier, avait totalement exclu la politique de développement de la GRE. Le projet de loi retourne au Conseil national.

### La DDC face aux ONG

Depuis le printemps, la Direction pour le développement et la coopération (DDC) planche sur la révision de sa politique à l'égard des ONG. Le groupe de travail en charge de cette question devrait livrer les résultats de ses réflexions à la fin de l'année. La Communauté de travail des œuvres d'entraide coordonne une plate-forme de 23 organisations qui élaborent des positions communes et discutent avec la DDC.